

**Art. 14.** Notre Ministre ayant la Navigation aérienne dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 12 mai 2011.

ALBERT

Par le Roi :

Le Premier Ministre,  
Y. LETERME

Le Secrétaire d'Etat à la Mobilité,  
E. SCHOUPPE

**Art. 14.** Onze Minister bevoegd voor de Luchtvaart is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 12 mei 2011.

ALBERT

Van Koningswege :

De Eerste Minister,  
Y. LETERME

De Staatssecretaris voor Mobiliteit,  
E. SCHOUPPE

#### SERVICE PUBLIC FEDERAL MOBILITE ET TRANSPORTS

F. 2011 — 1311

[C — 2011/14121]

**12 MAI 2011.** — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 27 mai 2004 relatif à la transformation de Brussels International Airport Company (BIAC) en société anonyme de droit privé et aux installations aéroportuaires

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 13 mars 2011 portant des dispositions diverses concernant la Mobilité;

Vu l'arrêté royal du 27 mai 2004 relatif à la transformation de Brussels International Airport Company (BIAC) en société anonyme de droit privé et aux installations aéroportuaires;

Vu l'arrêté royal du 21 juin 2004 octroyant la licence d'exploitation de l'aéroport de Bruxelles-National à la société anonyme BIAC;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 21 février 2011;

Vu l'accord du Secrétaire d'Etat au Budget, donné le 3 mars 2011;

Vu l'urgence motivée par la circonstance que la loi portant des dispositions diverses concernant la Mobilité du 13 mars 2011 telle que modifiée par la loi du 29 avril 2011 mandate le Roi uniquement jusqu'au 15 mai 2011 à adopter des arrêtés royaux délibérés en Conseil des Ministres;

Vu l'avis 49.647/4 du Conseil d'Etat, donné le 11 mai 2011, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Considérant la Directive 2009/12/CE du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 2009 sur les redevances aéroportuaires;

Sur la proposition du Premier Ministre et du Secrétaire d'Etat à la Mobilité et de l'avis des Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 27 mai 2004 relatif à la transformation de Brussels International Airport Company (BIAC) en société anonyme de droit privé et aux installations aéroportuaires, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> un point 17<sup>o</sup> est ajouté, rédigé comme suit :

« 17<sup>o</sup> « le modèle de coûts ABC » : les principes et le modèle « Activity Based Costing » (ABC) utilisé par le titulaire durant la première période pour la fixation de la formule destinée au contrôle tarifaire. »;

2<sup>o</sup> le 6<sup>o</sup> est remplacé par ce qui suit :

« autorité de régulation économique : le Service de Régulation du Transport ferroviaire et de l'exploitation de l'aéroport de Bruxelles-National visé à l'arrêté royal du 25 octobre 2004 créant le Service de Régulation du Transport ferroviaire et de l'exploitation de l'aéroport de Bruxelles-National, fixant sa composition ainsi que les statuts administratifs et pécuniaires applicables à ses membres ».

#### FEDERALE OVERHEIDSDIENST MOBILITEIT EN VERVOER

N. 2011 — 1311

[C — 2011/14121]

**12 MEI 2011.** — Koninklijk besluit houdende wijziging van het koninklijk besluit van 27 mei 2004 betreffende de omzetting van Brussels International Airport Company (BIAC) in een naamloze vennootschap van privaatrecht en betreffende de luchthaveninstallaties

ALBERT II, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 13 maart 2011 houdende diverse bepalingen betreffende Mobiliteit;

Gelet op het koninklijk besluit van 27 mei 2004 betreffende de omzetting van Brussels International Airport Company (BIAC) in een naamloze vennootschap van privaatrecht en betreffende de luchthaveninstallaties;

Gelet op het koninklijk besluit van 21 juni 2004 betreffende de toekenning van de exploitatielicense van de luchthaven Brussel-Nationaal aan de naamloze vennootschap BIAC;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 21 februari 2011;

Gelet op de akkoordbevinding van de Staatssecretaris voor Begroting, d.d. 3 maart 2011;

Gelet op het verzoek om spoedbehandeling gemotiveerd door de omstandigheid dat de wet houdende diverse bepalingen betreffende Mobiliteit van 13 maart 2011 zoals gewijzigd door de wet van 29 april 2011, de Koning slechts machtigt tot 15 mei 2011 om in Ministerraad overlegde koninklijke besluiten aan te nemen;

Gelet op advies 49.647/4 van de Raad van State, gegeven op 11 mei 2011, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2<sup>o</sup>, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Overwegende de Richtlijn 2009/12/EG van het Europees Parlement en de Raad van 11 maart 2009 inzake luchthavengelden;

Op de voordracht van de Eerste Minister en de Staatssecretaris voor Mobiliteit en op advies van de in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** In artikel 1 van het koninklijk besluit van 27 mei 2004 betreffende de omzetting van Brussels International Airport Company (BIAC) in een naamloze vennootschap van privaatrecht en betreffende de luchthaveninstallaties worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1<sup>o</sup> een punt 17<sup>o</sup> word toegevoegd, luidende :

« 17<sup>o</sup> « het ABC kostenmodel » : de door de houder in de eerste gereguleerde periode gebruikte « Activity Based Costing (ABC)-principes in model ter vaststelling van de formule voor de tariefcontrole. »;

2<sup>o</sup> de bepaling onder 6<sup>o</sup> wordt vervangen als volgt :

« economisch regulerende overheid : de Dienst Regulering van het Spoorwegvervoer en van de exploitatie van de luchthaven Brussel-Nationaal bedoeld in het koninklijk besluit van 25 oktober 2004 tot oprichting van de Dienst Regulering van het Spoorwegvervoer en van de exploitatie van de luchthaven Brussel-Nationaal, tot vaststelling van zijn samenstelling en het administratief en geldelijk statuut dat van toepassing is op zijn leden ».

**Art. 2.** A l'article 34, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> du même arrêté, les mots « refléter les coûts; » sont remplacés par les mots « refléter les coûts régulés totaux sur la base des résultats du modèle de coûts ABC ».

**Art. 3.** Dans l'article 34 du même arrêté, le paragraphe 3 est complété comme suit :

« uniquement si au moins deux compagnies non-liées (indépendamment du fait qu'elles soient des compagnies passagers ou des compagnies cargo) représentant chacune minimum soit 1 % des mouvements annuels ou 1 % du nombre total annuel de passagers et représentant conjointement minimum, soit 25 % des mouvements annuels ou 25 % du nombre de passagers enregistré au cours de la dernière année civile préalable à la concertation des utilisateurs de l'aéroport de Bruxelles-National, rejettent la formule proposée par le titulaire d'une licence d'exploitation visée à l'article 30, 7<sup>o</sup>.

Le cas échéant, l'autorité de régulation économique peut exiger des adaptations ou des modifications à la formule visée à l'article 30, 7<sup>o</sup>, afin de limiter l'évolution des revenus que le titulaire d'une licence d'exploitation peut percevoir par unité de trafic pour les activités régulées, si la formule :

1<sup>o</sup> constitue une infraction des dispositions de cet arrêté ou de la licence d'exploitation y compris les procédures prévues par cette licence d'exploitation conformément au § 2;

2<sup>o</sup> constitue une infraction sur les définitions obligatoires découlant de traités internationaux ou de brevets internationaux pris en vertu de tels traités et qui concernent l'exploitation des installations aéroportuaires;

3<sup>o</sup> est susceptible d'empêcher le titulaire d'une exploitation de licence à atteindre les niveaux de qualité que l'autorité de régulation économique définit en référant aux pratiques observées dans les aéroports de référence;

4<sup>o</sup> rend impossible de garantir la viabilité opérationnelle à long terme des installations aéroportuaires. »

**Art. 4.** Dans l'article 34 du même arrêté, le paragraphe 4 est abrogé.

**Art. 5.** Dans l'article 34 du même arrêté, les paragraphes 5, 6 et 7 sont remplacés par ce qui suit :

« § 5. La formule visée à l'article 30, 7<sup>o</sup> est estimée d'avoir été approuvée si l'autorité de régulation économique n'a pas fait part de sa décision endéans un terme d'un mois à calculer à partir de sa réception.

§ 6. La formule visée à l'article 30, 7<sup>o</sup> et toute modification à cette formule établie par l'autorité de régulation économique en vertu du § 3 sont soumises à une décision du Ministre.

Le Ministre prend cette décision endéans le mois suivant la communication au Ministre de la formule visée l'article 30, 7<sup>o</sup> ou d'une modification de cette formule conformément au paragraphe 3 établie par l'autorité de régulation économique. Si le Ministre ne décide pas endéans ce délai, il Nous appartient de prendre la décision par le biais d'un arrêté délibéré en Conseil des Ministres.

§ 7. La formule visée à l'article 30, 7<sup>o</sup> et toute modification à cette formule sont obligatoires depuis leur publication dans le *Moniteur belge* ou si la notification au titulaire d'une licence d'exploitation a eu lieu avant cette publication, à partir de cette notification. »

**Art. 6.** Dans l'article 35 de ce même arrêté, le paragraphe 2, premier alinéa est remplacé comme suit :

« Le système tarifaire et toute modification apportée au système tarifaire est soumis à l'approbation de l'autorité économique, seulement si au moins deux compagnies non-liées (indépendamment du fait qu'elles soient des « compagnies passagers ou des compagnies cargo ») représentant chacune minimum soit 1% des mouvements annuels, ou 1 % du nombre de passagers sur base annuelle, et représentant conjointement minimum, soit 25 % des mouvements annuels, ou 25 % du nombre de passagers enregistrés au cours de la dernière année civile préalable à la concertation des utilisateurs de l'aéroport de Bruxelles-National, rejettent la formule visée à l'article 30, 7<sup>o</sup> proposée par le titulaire d'une licence d'exploitation.

**Art. 2.** In artikel 34, § 1, 1<sup>o</sup> van hetzelfde besluit worden de woorden « de kosten te weerspiegelen » vervangen door de woorden « de totaal gereguleerde kosten weerspiegeld worden op basis van de resultaten van het ABC kostenmodel ».

**Art. 3.** In artikel 34 van hetzelfde besluit wordt paragraaf 3 als volgt aangevuld :

« enkel indien minstens twee niet-verbonden maatschappijen (ongeacht of het passagiers- of vrachtmatschappijen zijn) die elk minstens hetzij 1 % van de jaarlijkse bewegingen, hetzij 1 % van de jaarlijkse passagiers vertegenwoordigen en die samen minstens hetzij 25 % van de jaarlijkse bewegingen, hetzij 25 % van de passagiers vertegenwoordigen tijdens het laatste kalenderjaar voorafgaand aan de raadpleging van de gebruikers van de luchthaven Brussel-Nationaal de door de houder van een exploitatielicentie voorgestelde formule bedoeld in artikel 30, 7<sup>o</sup> verwerpen.

In voorkomend geval kan de economisch regulerende overheid aanpassingen of wijzigingen van de formule bedoeld in artikel 30, 7<sup>o</sup> eisen, teneinde de evolutie van de inkomsten die de houder van een exploitatielicentie per verkeers eenheid voor de gereguleerde activiteiten mag innen, te beperken, indien de formule :

1<sup>o</sup> een inbreuk uitmaakt op de bepalingen van dit besluit of van de exploitatielicentie met inbegrip van de procedures die deze exploitatielicentie voorziet overeenkomstig § 2;

2<sup>o</sup> een inbreuk uitmaakt op de dwingende bepalingen die voortvloeien uit internationale verdragen of uit internationale akten genomen krachtens dergelijke verdragen en die betrekking hebben op de exploitatie van luchthaveninstallaties;

3<sup>o</sup> vatbaar is om het de houder van een exploitatielicentie onmogelijk te maken de kwaliteitsniveaus te bereiken die de economische regulerende overheid definieert met verwijzing naar de praktijken waargenomen op de referentieluchthavens;

4<sup>o</sup> het onmogelijk maakt de operationele leefbaarheid van de luchthaveninstallaties op lange termijn te waarborgen. »

**Art. 4.** In artikel 34 van hetzelfde besluit wordt paragraaf 4, opgeheven.

**Art. 5.** In artikel 34 van hetzelfde besluit worden de paragrafen 5, 6 en 7 vervangen als volgt :

« § 5. De formule bedoeld in artikel 30, 7<sup>o</sup> wordt geacht te zijn goedgekeurd indien de economisch regulerende overheid haar beslissing niet heeft meegedeeld binnen een termijn van één maand te rekenen vanaf de ontvangst ervan.

§ 6. De formule bedoeld in artikel 30, 7<sup>o</sup> en elke wijziging aan deze formule vastgesteld door de economisch regulerende overheid krachtens § 3 zijn onderworpen aan een beslissing van de Minister.

De Minister neemt deze beslissing binnen de maand volgend op de mededeling aan de Minister van de formule bedoeld in artikel 30, 7<sup>o</sup> of een wijziging aan deze formule krachtens § 3 vastgesteld door de economisch regulerende overheid. Indien de Minister niet beslist binnen deze termijn, valt de beslissing Ons toe via een besluit overlegd in Ministerraad.

§ 7. De formule bedoeld in artikel 30, 7<sup>o</sup> en elke wijziging aan deze formule zijn verbindend vanaf hun bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* of, indien hun kennisgeving aan de houder van een exploitatielicentie plaatsvindt vóór deze bekendmaking, vanaf deze kennisgeving. »

**Art. 6.** In artikel 35 van hetzelfde besluit wordt paragraaf 2, eerste lid als volgt vervangen :

« Het tariefsysteem en elke wijziging aan het tariefsysteem is onderworpen aan de goedkeuring van de economisch regulerende overheid enkel indien minstens twee niet-verbonden maatschappijen (ongeacht of het passagiers- of vrachtmatschappijen zijn) die elk minstens hetzij 1 % van de jaarlijkse bewegingen, hetzij 1 % van de jaarlijkse passagiers vertegenwoordigen en die samen minstens hetzij 25 % van de jaarlijkse bewegingen, hetzij 25 % van de passagiers vertegenwoordigen tijdens het laatste kalenderjaar voorafgaand aan de raadpleging van de gebruikers van de luchthaven Brussel-Nationaal de door de houder van een exploitatielicentie voorgestelde formule bedoeld in artikel 30, 7<sup>o</sup> verwerpen.

Dans tel cas, l'autorité de régulation économique peut exiger des adaptations ou des modifications au système tarifaire, si elle constate que cela ne répond pas aux règles suivantes :

1° que cela respecte la formule établie conformément à l'article 30, 7°, ou à l'article 34, § 6;

2° que cela soit non-discriminatoire et transparent;

3° que cela soit suffisamment fractionné, en particulier en fonction des conditions et des modalités d'utilisation des installations aéroportuaires et des services fournis;

4° un pourcentage minimum des redevances aéroportuaires doit être perçu sur base d'une formule de croissance en fonction du poids exprimé en tonnes et des catégories de bruits des aéronefs et d'un coefficient de variation entre le jour et la nuit. »

**Art. 7.** Dans l'article 35 du même arrêté, le paragraphe 3 est abrogé.

**Art. 8.** A l'article 35 du même arrêté les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 4 est remplacé par ce qui suit :

« § 4. Le système tarifaire est considéré comme ayant été approuvé si l'autorité de régulation économique n'a pas communiqué sa décision endéans un délai d'un mois calculé à dater de sa réception. »;

2° l'article est complété par les paragraphes 5, 6 et 7 rédigés comme suit :

« § 5. Le système tarifaire et toute modification qui en a été constatée en vertu du § 2 par l'autorité de régulation économique sont soumis à une décision du Ministre.

Le Ministre prend cette décision endéans le mois suivant la communication au Ministre du système tarifaire ou d'une modification de système tarifaire constatée en vertu du § 2 par l'autorité de régulation économique. Si le Ministre ne décide pas endéans ce délai, il Nous appartient de prendre la décision par le biais d'un arrêté délibéré en Conseil des Ministres.

§ 6. Le système tarifaire et toute modification qui s'y rapporte sont obligatoires à partir de leur publication dans le *Moniteur belge* ou, en cas de notification au titulaire d'une licence d'exploitation avant cette publication, à partir de cette notification.

§ 7. La licence d'exploitation règle :

1° la procédure de concertation visée au § 1<sup>er</sup>;

2° la procédure de notification des tarifs en application du § 1<sup>er</sup>;

3° les rapports et l'information que le titulaire d'une licence d'exploitation doit soumettre à l'autorité de régulation économique, visant le contrôle de son système tarifaire. »

**Art. 9.** Dans l'article 36 du même arrêté, le deuxième alinéa est abrogé.

**Art. 10.** L'article 38, § 1<sup>er</sup> est complété par les mots « supérieur à quatre vingt mouvements coordonnés par heure ».

**Art. 11.** Le présent arrêté n'est pas applicable aux décisions du Ministre sur base des articles 34 et 35 de l'arrêté royal du 27 mai 2004 relatif à la transformation de Brussels International Airport Company (BIAC) en société anonyme de droit privé et aux installations aéroportuaires prises avant l'entrée en vigueur du présent arrêté.

**Art. 12.** Notre Ministre ayant la Navigation aérienne dans ses attributions est chargé, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 12 mai 2011.

ALBERT

Par le Roi :

Le Premier Ministre,  
Y. LETERME

Le Secrétaire d'Etat à la Mobilité,  
E. SCHOUPE

In voorkomend geval kan de economisch regulerende overheid aanpassingen of wijzigingen aan het tariefsysteem eisen, indien het vaststelt dat het niet voldoet aan volgende richtsnoeren :

1° het eerbiedigt de formule opgesteld overeenkomstig artikel 30, 7° of artikel 34, § 6;

2° het is niet-discriminatoire en transparant;

3° het is op voldoende wijze opgesplitst, inzonderheid in functie van de gebruiksvoorwaarden en -modaliteiten van de luchthaveninstallaties en verstrekte diensten;

4° een minimumpercentage van de luchthavenvergoedingen moet worden geïnd op basis van een groei formule in functie van het gewicht in ton en de geluidscategorieën van de luchtvaartuigen en een differentiatiecoëfficiënt tussen de dag en de nacht. »

**Art. 7.** In artikel 35 van hetzelfde besluit wordt paragraaf 3 opgeheven.

**Art. 8.** In artikel 35 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 4 wordt vervangen als volgt :

« § 4. Het tariefstelsel wordt geacht te zijn goedgekeurd indien de economisch regulerende overheid haar beslissing niet heeft meegeëld binnen een termijn van één maand te rekenen vanaf de ontvangst ervan. »;

2° het artikel wordt aangevuld met de paragrafen 5, 6 en 7 luidende als volgt :

« § 5. Het tariefstelsel en elke wijziging ervan vastgesteld door de economisch regulerende overheid krachtens § 2 zijn onderworpen aan een beslissing van de Minister.

De Minister neemt deze beslissing binnen de maand volgend op de mededeling door de economisch regulerende overheid aan de Minister van het tariefstelsel of van een wijziging aan het tariefstelsel vastgesteld krachtens § 2 door de economisch regulerende overheid. Indien de Minister niet beslist binnen deze termijn, valt de beslissing Ons toe via een besluit overlegd in Ministerraad.

§ 6. Het tariefstelsel en elke wijziging ervan zijn verbindend vanaf hun bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* of, indien hun kennisgeving aan de houder van een exploitatielicentie plaatsvindt vóór deze bekendmaking, vanaf deze kennisgeving.

§ 7. De exploitatielicentie regelt :

1° de procedure van raadpleging van de gebruikers bedoeld in § 1;

2° de procedure van kennisgeving van de tarieven met toepassing van § 1;

3° de verslagen en informatie die de houder van een exploitatielicentie aan de economisch regulerende overheid dient te verstrekken met het oog op de controle van zijn tariefstelsel. »

**Art. 9.** In artikel 36 van hetzelfde besluit wordt het tweede lid opgeheven.

**Art. 10.** In artikel 38, § 1, van hetzelfde besluit worden de woorden « van meer dan tachtig gecoördineerde bewegingen per uur » ingevoegd tussen de woorden « van de luchthaveninstallaties » en het woord « meebrengt ».

**Art. 11.** Dit besluit is niet van toepassing op beslissingen genomen door de Minister op basis van de artikelen 34 en 35 van het koninklijk besluit van 27 mei 2004 betreffende de omzetting van Brussels International Airport Company (BIAC) in een naamloze vennootschap van privaatrecht en betreffende de luchthaveninstallaties genomen voor de inwerkingtreding van dit besluit.

**Art. 12.** Onze Minister bevoegd voor de Luchtvaart is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, op 12 mei 2011.

ALBERT

Van Koningswege :

De Eerste Minister,  
Y. LETERME

De Staatssecretaris voor Mobiliteit,  
E. SCHOUPE